

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL DU 23 février 2023

Présents :

Monsieur Luc Delvaux, Bourgmestre;
Monsieur Philippe Leerschool, Madame Angélique Vangossum, Monsieur Christian Moray, Madame Pascale Ummels, Échevins;
Monsieur Denis Lambinon, Monsieur Olivier Rouxhet, Madame Laure Malherbe, Madame Noëlle Wildériane, Monsieur Alain Collienne, Monsieur Sébastien Doutreloup, Monsieur Michel Beaufays, Monsieur Amaury Masson, Madame Catherine Gasquard-Chapelle, Monsieur Patrick Heyen, Madame Sylvie Garray, Monsieur Damien Fontaine, Conseillers;
Madame Anne Defgnée-Dubois, Présidente du CPAS;
Madame Valérie Babette, Directrice générale f.f. en remplacement de Mme Anne-Françoise Delville;

Excusés :

Monsieur Pierre Frankinet, Échevin;
Monsieur Philippe Defays, Monsieur Emmanuel Radoux, Madame Isabelle Moreau, Madame Lucie Voué, Conseillers;
Madame Anne-Françoise Delville, Directrice générale f.f.;

En vert, les votes.

En mauve, nos remarques.

En ce qui concerne les questions orales d'actualité, nous reprenons tel quel le résumé du procès verbal publié par la commune. Nos remarques complémentaires sont en mauve.

1. Procès-verbal de la séance antérieure - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

2. Situations de caisse 2023 - Visa

Ce point a été approuvé avec 14 voix « pour » et 4 abstentions (MCS).

La situation de caisse doit se faire par trimestre. Nous avons demandé au Collège comment il procédait pour faire cette situation de caisse.

Mr Leerschool, 1er échevin nous a répondu : « je le fais moi-même. Ce serait intéressant d'avoir une tierce personne. Je vérifie la correspondance des extraits de compte. Nous avons des discussions, le directeur financier et moi à propos des classes 2 (immobiliers) et classes 4 (ce que l'on doit). Cette vérification nous prend une demi-journée. »

MCS : « le faites-vous tous les 3 mois ? »

Mr Leerschool : « je l'ai fait une fois sur l'année. »

MCS : « normalement cette vérification doit se faire de manière inopinée. Le visa du Bourgmestre et de la Directrice Générale est nécessaire.» Nous sommes déjà intervenus plusieurs fois à ce sujet.

Mr Leerschool : « la remarque est judicieuse et pertinente ».

MCS : « pour l'avenir ? »

Mr Leerschool : « je m'engage à le faire autrement . C'est une procédure obsolète mais ça reste tout de même une ultime vérification ».

3. Appel à candidature POLLEC 2022 - Introduction d'une demande de subvention pour le maintien d'un coordinateur Pollec - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

4. Conseiller en Aménagement du Territoire et Urbanisme (CATU) - Désignation d'un conseiller supplémentaire - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

5. Convention de partenariat entre le CRECCIDE et la Commune de Sprimont - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

6. Représentation de la Commune - Associations et sociétés diverses - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

7. Fabrique d'Eglise Saint-Joseph à Deigné (Aywaille) - Compte 2022 - Avis

Pas de vote, il s'agit d'un avis.

8. Marché de Travaux - Rénovation et isolation de plusieurs toitures - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

9. Marché de Travaux - Fourniture et pose de tarmac 2 couches, Rue de Gomzé - Approbation des conditions et du mode de passation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

MCS : « une idée du début des travaux ? »

Mr Moray, échevin : « en fonction de la météo, pour fin mars ».

10. Enseignement communal - Appel aux candidats dans une fonction de directrice - Conditions d'accès à la fonction, profil de fonction et procédure de sélection - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

MCS : « nous en avons déjà parlé mais la liste des missions du directeur est très longue. Je n'étais pas présente à la dernière réunion de copaloc pour raison médicale mais j'ai pu lire dans le rapport que les représentants des syndicats tiraient la sonnette d'alarme quant aux missions confiées aux directeurs. La charge administrative devient trop lourde au détriment de l'aspect pédagogique . Les directeur.rices ont demandé de relayer ce problème aux instances supérieures. »

Mme Vangossum propose d'écrire un courrier à Madame la Ministre de l'Enseignement.

MCS « Nous pouvons être témoins lors de l'entretien du futur candidat mais nous ne pouvons pas intervenir. Les points de l'entretien oral représentent 70 % des points de l'évaluation. Il est dommage de ne pas profiter de l'expérience des candidats de l'opposition qui font le déplacement pour assister à cet entretien ».

Mr Le Bourgmestre répond qu'il en a toujours été ainsi.

MCS : « en ce qui concerne le portfolio remis par le candidat, nous le recevons au moment où le candidat se présente, il serait pourtant intéressant de pouvoir le lire au préalable pour se faire une idée du parcours du candidat. » Nous demandons donc pour le recevoir quelques jours au moins avant l'entretien oral.

Le collègue accepte notre demande

Questions orales d'actualité

MCS : signale que les barrières Nadar qui devaient être retirées de la

place de Rouvrex sont toujours là.

Le Collège : le message avait été fait mais va être transmis une nouvelle fois au service travaux

MCS : remercie pour le mail récapitulatif pour les subsides et demande s'il y aura des prêts CRAC.

Le Collège : pour l'instant il n'y a pas de prêt CRAC (Centre Régional d'Aide au Commune) prévu. Cela peut toujours changer.

MCS demande ce qu'il se passerait, dans l'hypothèse d'un prêt CRAC, si la Région Wallonne venait à ne pas nous rembourser les sommes payées dans le cadre d'un tel prêt.

Le Collège va se renseigner.

MCS : les citoyens d'Adzeux s'inquiètent de l'augmentation du nombre de gîtes. Quelle est la politique du Collège en cette matière ?

Le Collège : seuls les gîtes déjà existants seront dispensés de permis. Les bâtiments en cours de transformation/rénovation y seront soumis. Le Collège aimerait considérer comme « existant » uniquement les gîtes qui paient la taxe sur la location de lits. Un gîte déjà exploité actuellement mais pour lequel le propriétaire aurait « oublié » de payer la taxe sera soumis à la nouvelle réglementation. Le ministre sera interrogé pour vérifier que cette manière de faire est adéquate. Une série d'autres questions seront posées pour éclaircir divers points notamment concernant les chambres d'hôtes. Un règlement communal sur les gîtes et chambres d'hôtes est également en cours de réflexion dans les services communaux. La question a été évoquée entre les bourgmestres de la zone de police afin que les communes se coordonnent en cette matière. Un rappel de ces nouvelles règles sera également inséré dans tous les permis d'urbanisme délivrés à l'avenir.

MCS : les feux de signalisation du carrefour de Louveigné (croisement de la N666 et de la N678) ne sont pas règlementaires et cela rend le carrefour dangereux quand on doit tourner à gauche vers le centre de Louveigné. La conseillère lit un extrait du code de la route qui confirme son propos.

Le Collège : le point a déjà été abordé lors de la dernière CPSR. Le Bourgmestre avait posé la question et n'a pas eu de réponse. Le point sera rappelé une nouvelle fois afin de s'assurer que le dossier soit pris en compte. Merci à la conseillère de transmettre les références juridiques qu'elle a citées.

MCS : les citoyens de Gomzé-Andoumont nous ont posé diverses questions lors du Conseil de Village :

a) Les citoyens se plaignent de fréquentes coupures d'eau et d'électricité.

Le Collège : le problème est connu de longue date et doit être résolu par RESA et la SWDE conjointement.

b) Savez-vous si l'installation de la fibre optique est prévue à Gomzé- Andoumont ?

Le Collège : la question concerne les opérateurs privés. La Commune n'a pas été interpellée ni consultée.

c) Les villageois déplorent que la plaine de jeux et la fontaine soient à l'abandon. Des travaux sont-ils prévus ? La fontaine ne coule plus.

Le Collège va s'informer pour ce qui concerne la fontaine. La plaine de jeux n'est plus fort utilisée. Cependant le site est toujours bien public et doit rester accessible à tous. La demande de rénovation est connue.

MCS : nous avons reçu un subside de 1 million d'euros pour le PIMACI ([Plan d'investissement mobilité active communal et intermodalité](#)) Où en est le dossier ? Le subside est-il accordé ?

Le Collège : oui, (c'est un droit de tirage) il est accordé mais les projets sont toujours en cours d'analyse par la Région wallonne. On n'est pas encore sûrs que les projets proposés seront retenus. L'analyse est cependant plus simple que pour le PIWACY ([Plan d'investissement Wallonie cyclable](#)). Il n'y a pas de blocage mais les choses prennent du temps.

MCS : qu'en est-il des projets d'égouttage ?

Le Collège : ils sont repris dans le PIC ([Plan d'Investissement Communal](#)) et suivent leur cours.

MCS : des citoyens de Gomzé-Andoumont souhaiteraient exposer ailleurs que chez eux. Dans le cadre de l'opération parcours d'artistes, ils pourront exposer à la maison de la Dîme. Le reste du temps serait-il envisageable de leur permettre d'exposer à la bibliothèque ou au CIP ([Centre d'Interprétation de la Pierre](#)) ?

Le Collège : cela s'est déjà fait à la Bibliothèque, on pourrait recommencer et pourquoi pas au CIP, on va y penser